



Paris, le 10 avril 2020

Département Action sociale, Éducative, Sportive et culturelle
N/Réf : SF/ NF/CV – Note 30 bis

Synthèse de l'enquête flash sur la mise en place des services d'accueil scolaire et péri/extrascolaire

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19, l'AMF a mené une enquête flash auprès des membres de la commission Éducation et du groupe de travail Alimentation et restauration, afin d'obtenir des informations sur les conditions de mise en place des accueils prioritaires sur les temps scolaire, péri/extrascolaire et de pause méridienne, d'identifier des bonnes pratiques ainsi que les difficultés rencontrées. Cette enquête a été ouverte entre le 27 mars et le 10 avril.

25 réponses ont été adressées à l'AMF couvrant la majorité des régions métropolitaines et issues de communes de toute taille, de la petite commune rurale, à l'instar de Saint-Augustin (19), jusqu'à la ville de Bordeaux, en passant par Privas, Lorient, Troyes ou des villes d'agglomération comme Betton ou Maisons-Alfort. 21 réponses ont pu être exploitées.

Les questions posées étant ouvertes, cette enquête ne prétend pas à une exhaustivité des réponses apportées. Toutefois, ces résultats permettent de dresser un panorama large des différentes mesures adoptées par les communes en fonction des besoins locaux identifiés et des possibilités d'action, et d'en tirer de premières conclusions.

1. Élèves suivant le dispositif « ma classe à la maison »

Les trois quarts des communes répondantes n'ont pas signalé, à ce stade, de demandes de prêt d'ordinateurs de la part des enseignants ou des familles. Certaines d'entre elles ont en outre précisé qu'elles n'en auraient pas la possibilité si des demandes devaient être formulées.

Pour autant, des communes ont proposé à l'ensemble des familles la mise en place d'un service d'impression des cours scolaires pour celles qui ne disposent pas d'une imprimante à la maison, à l'instar de Bourg la Reine (94), Vanves (94) ou Avermes (03). Selon les cas, les cours photocopiés sont acheminés par la poste ou directement par le personnel communal et remis dans les boîtes aux lettres des familles concernées, ou il est demandé aux familles de se déplacer jusqu'à l'entrée de l'école. Pour ces communes, il s'agit d'un travail quotidien qui mobilise des agents du service enfance ainsi que certains animateurs.

Pour le quart des communes ayant reçu des demandes, il s'agit davantage de villes que de petites communes. Pour certaines villes, la demande s'avère pour l'heure faible, comme à Meudon (92), qui a acheté des équipements pour une famille dont l'enfant est en situation de handicap, et mis à disposition des outils existants auprès d'une autre famille, ou Betton (35), qui répond au cas par cas.

D'autres villes envisagent de lancer une expérimentation de prêt de tablettes par le biais de la signature d'une convention avec les familles, à charge pour l'Éducation Nationale de repérer en amont les besoins des familles, comme à Lorient (22), Bordeaux (33) ou encore Thonon-les-Bains (74) qui met à disposition près de 200 tablettes numériques. Villenave d'Ornon (33) propose quant à elle des accueils ponctuels sur les « classes informatiques » dans chaque école pour ceux qui n'auraient pas accès au numérique.

Quant à Arras (62), une cellule de continuité éducative et pédagogique a été mise en place à l'initiative de la ville afin de réunir l'ensemble des partenaires impliqués dans cette démarche. Celle-ci permet de recenser les besoins des familles en matière de matériels, d'accompagnement des enfants ayant des besoins spécifiques (en situation de handicap, couverts par un programme de réussite éducative...), ou de connexion... Cette cellule relève d'ores-et-déjà un certain nombre de difficultés concernant les familles allophones pour qui la barrière de la langue reste un frein considérable.

La ville considère qu'il est cependant délicat de faire sortir les équipements numériques des écoles compte tenu de difficultés en matière de responsabilité, de suivi technique (connexion, bonne utilisation du matériel), de récupération de l'équipement et plus globalement du risque d'accentuer les inégalités de traitement entre les enfants. En revanche, un don de matériel a été réalisé localement par plusieurs entreprises et pourra servir aux familles en rupture numérique.

Par ailleurs, d'autres communes ont pris l'initiative d'assurer une information régulière des familles sur les différentes mesures d'urgence ou de leur proposer des activités, par exemple par l'envoi d'une newsletter ou par le biais de Facebook dans le cas de Gruissan (11) et de Rognac (13).

2. Accueil scolaire :

La majorité des communes répondantes a signalé la présence d'un accueil scolaire effectué par les enseignants volontaires dans une partie des écoles publiques de leur territoire ou à l'échelle du regroupement pédagogique intercommunal comme cela est le cas à Saint-Augustin (19), ou de la communauté de communes comme à Aubigny-les-Pothées (08).

Elles ont confirmé le faible nombre d'élèves de parents prioritaires accueillis dans les écoles ouvertes. Thonon-les-Bains renseigne par exemple la présence de 25 enfants pour 2 650 scolarisés habituellement, et Mouans-Sartoux (06) une douzaine d'enfants potentiels sur 1 050.

Dans certaines communes, aucun service d'accueil n'est proposé par l'éducation nationale à l'instar de Bosselshausen (67), Scorbé-Clairvaux (86), Val Buech-Méouge (05) ou encore Villefranche d'allier (03), pourtant dotée de cinq classes accueillant environ 110 élèves, en l'absence de demandes d'accueil. Pour cette dernière, l'accueil est cependant assuré à la demande par du personnel communal et communautaire en fonction des contraintes horaires des parents prioritaires.

Pour la mise en œuvre du service d'accueil scolaire, les collectivités concernées soulignent généralement la mobilisation remarquable des équipes enseignantes et la bonne collaboration avec la mairie ou l'intercommunalité compétente. Villenave d'Ornon effectue par exemple un travail de collaboration quotidien avec l'IEN et le service éducation (tableaux communs de gestion) en fonction des besoins des familles, y compris le week-end.

Toutefois, Il peut parfois être noté des problèmes de coordination entre les différentes instances (Préfecture / Direction académique/ DDSPP) rendant la mise en œuvre complexe, comme l'a notamment indiqué la commune d'Avermes.

S'agissant de la mise à disposition d'Atsem pour épauler les enseignants durant les heures scolaires, les situations varient selon les communes et les besoins identifiés, certaines collectivités préférant les mobiliser sur des tâches d'entretien (Vanves), sur le temps périscolaire (Bordeaux), durant les accueils du week-end uniquement si ceux-ci doivent être mis en place (Thonon-les-Bains).

En revanche, d'autres communes ne prévoient aucune intervention de leur part afin de les protéger et prendre en compte leur situation personnelle, à l'instar de Meudon, ou encore de Mouans-Sartoux en accord avec l'éducation nationale compte tenu de la présence d'un seul élève d'âge maternel.

A Troyes (10), les Atsem sont de manière générale mobilisés, hors situations individuelles de garde d'enfant de moins de 16 ans ou points de vigilance quant à l'état de santé des agents, vues systématiquement avec le médecin préventionniste. La ville mobilise aussi du personnel disposant d'un niveau de connaissance suffisant des établissements pour assurer les entrées et sorties de l'école et la sécurité des locaux.

Mais la mobilisation des agents municipaux peut s'avérer délicate en raison d'un sentiment de peur de contamination (Privas 07). A Rognac, compte tenu du très faible nombre d'enfants accueilli, le personnel communal est placé en autorisation d'absence exceptionnelle et de ce fait n'est pas présent dans les écoles.

Enfin, concernant le profil des parents prioritaires pour l'accueil de leurs enfants à l'école, les collectivités répondantes n'ont pas renseigné de difficultés spécifiques à ce stade. Meudon et Mouans-Sartoux ont précisé que les enfants des forces de sécurité (policiers, pompiers...) étaient également accueillis alors que l'État n'avait pas prévu initialement leur accueil, qui fait depuis l'objet d'une dérogation du préfet.

3. Pause méridienne et restauration :

Il ressort de cette enquête que la grande majorité des communes répondantes continue d'assurer la gestion de la pause méridienne, en lien parfois avec une association (Thonon-les-Bains).

Elles sont, pour la moitié d'entre elles, en capacité de maintenir le service de restauration scolaire pour les élèves des personnels prioritaires (Arras, Avermes, Saint-Augustin, Mouans-Sartoux, Vanves...), qui est nécessairement adapté au regard du nombre de convives fortement réduit. A Bordeaux, un repas pour le repas du midi est fabriqué par le SIVU (Syndicat Intercommunal à Vocation Unique), qui gère une cuisine centrale pour les huit écoles ouvertes 7 jours sur 7. Un menu « pandémie » a été mis en place afin de gérer les stocks de marchandises et les difficultés d'approvisionnements. Il est proposé dans ces établissements un menu « standard » et un menu « sans viande » chaque jour.

La commune de Sélestat (67) précise que toutes les demandes de garde et de cantine transitent par la direction académique qui l'informe semaine par semaine des temps d'accueil demandés.

Un certain nombre de difficultés ont été cependant rencontrées, par exemple à Lorient qui a vu passer le volume de repas quotidien de 4 000 à 400 convives. Dans ces conditions, la ville a dû revoir l'organisation des lieux de restauration ainsi que la gestion des repas (moyens humains, moyens matériel tels que masques et gel hydro-alcoolique pour les livreurs, planning des présences et rotation, amplitude horaire etc ...).

Pour les communes disposant d'une cuisine centrale, des repas continuent d'être livrés à d'autres acteurs comme à Betton, Thonon-les-Bains, Maisons-Alfort, Meudon ou Lorient pour les résidents des Ehpad ou pour le portage des repas à domicile.

Pour l'autre moitié des communes qui n'a pas pu maintenir un tel service pour les élèves accueillis, un panier-repas a été demandé aux parents (Privas, Meudon, Thonon-les-Bains, Villefranche d'Allier...). Ce choix s'est rapidement imposé pour certaines communes en raison de l'indisponibilité du prestataire de service comme à Bourg-la-Reine, qui prévoit cependant un stock d'aliments en cas de besoin, ou du faible nombre d'élèves accueillis comme à Troyes, où les services de cantine ont dû fermer au bout d'une semaine. Le service de restauration de cette dernière assure cependant la livraison des repas pour les accueils de la petite enfance ouverts.

De manière générale, la surveillance des repas est assurée par le personnel municipal (Atsem et/ou animateurs), parfois avec l'appui des enseignants comme à Villenave d'Ornon. Dans d'autres cas plus minoritaires, la surveillance est uniquement assurée par les enseignants comme à Rognac, le prestataire de service ayant mis son personnel au chômage partiel, ou à Sarlat en raison du faible nombre d'élèves accueillis.

Par ailleurs, un certain nombre de communes développent une politique de dons alimentaires à l'image de Bordeaux, Vanves ou Mouans-Sartoux. Ces deux dernières effectuent des dons de produits à l'épicerie sociale locale. Durant les premiers jours du confinement, Betton a pour sa part fait don de matières premières périssables à la cuisine centrale du CADA de Rennes, afin d'éviter les pertes.

4. Accueils péri et extrascolaires :

Parmi les communes ayant répondu à l'enquête et disposant d'un accueil scolaire, rares sont celles qui n'ont pas encore eu l'occasion, au moment de l'enquête, d'organiser un accueil péri ou extrascolaire en raison de l'absence de demandes, mais elles se tiennent prêtes à intervenir en cas de besoin comme à Saint-Augustin et Gruissan.

Pour les communes organisatrices d'un accueil péri ou extrascolaire (les trois-quarts du panel), les périodes et les amplitudes horaires d'ouverture varient nécessairement selon les demandes et les possibilités. La ville d'Arras propose un accueil 7 jours sur 7 de 6h à 22h par exemple, comme Bordeaux de 7h30 à 18h30 avec extension à l'étude jusqu'à 21h. Des horaires décalés peuvent aussi être proposés selon les demandes à Mouans-Sartoux, Rognac ou encore Sarlat. En revanche, aucune demande d'horaires décalés n'a pour l'heure été enregistrée à Troyes, Thonon-les-Bains ou Villenave d'Ornon.

Des accueils extrascolaires spécifiques sont organisés les week-end à Lorient (en lien avec l'éducation nationale et les écoles privées), Bordeaux (en lien avec des associations), Meudon ou encore Privas et Sarlat, toutes les deux en lien avec leur communauté d'agglomération. Selon les demandes, un tel accueil est envisageable à Avermes, Bourg-la-Reine, Maisons-Alfort, Thonon-les-Bains, Sélestat ou Vanves par exemple.

Pour les vacances de printemps, la moitié des communes avait, lors de l'enquête, déjà pris la décision de proposer également un accueil (Troyes, Lorient, Rognac, Meudon, Thonon-les-Bains, Bourg-la-Reine, Mouans-Sartoux, Maisons-Alfort, Vanves) quand d'autres attendaient l'évolution de la situation pour prendre une décision comme à Avermes, Betton, Bordeaux, Sarlat ou Sélestat.

Les réponses apportées ne permettent pas d'identifier globalement la proportion d'accueils péri et extrascolaires organisés sous forme de garderie simple (Privas, Sélestat, Troyes, Bourg-la-Reine) ou d'accueils de loisirs sans hébergement (Avermes, Lorient, Meudon, Thonon-les-Bains, Villenave d'Ornon), ou mixte comme à Vanves.

Enfin, **sur le plan de la mobilisation des agents territoriaux, plusieurs communes ont fait savoir qu'elles se reposaient sur le volontariat du personnel avec selon les cas des rotations d'équipes** (Arras, Privas, Thonon-les-Bains, Bordeaux, Bourg-la-Reine, Maisons-Alfort).

La commune d'Avermes a indiqué que la prise en charge des enfants en dehors du temps scolaire est effectuée par les Atsem sous couvert de l'accueil de loisirs qui est le délégataire en charge de l'organisation des temps péri et extrascolaires sur la commune. Le personnel du multi-accueil de la commune pourra également l'être si nécessaire.

A Bordeaux, la mobilisation pour les accueils péri et extrascolaires repose pour l'heure sur les agents des écoles (Atsem et agents techniques), qui sont répartis en deux pool : ceux qui travaillent la semaine et ceux qui travaillent le week-end (pour la partie entretien et restauration seulement) et les jours fériés, selon une rotation sur 4 à 6 semaines. La ville entend cependant constituer un vivier de volontaires au sein de la mairie (type direction des sports..) avec recensement des diplômes (type BAFA..) pour faire face éventuellement à des difficultés.

Dans d'autres communes, les intervenants peuvent être des animateurs ou des moniteurs sportifs volontaires, comme à Maisons-Alfort.

Peu de communes font état, à ce stade, de difficultés de mobilisation du personnel, ~~hormis Privas,~~ ou d'organisation des accueils péri/extrascolaires. **Toutefois, la problématique de l'accès à des masques de protection pour les agents territoriaux devient prégnante, ce qui pourrait impacter le nombre d'agents volontaires en cas de non-résolution rapide de ce problème.**

5. Consignes sanitaires

L'ensemble des communes respecte les consignes sanitaires du Gouvernement, qu'il s'agisse du nettoyage renforcé des locaux scolaires, des plans de travail, des poignées de porte, de la bonne aération des pièces, de la mise à disposition de poubelles et de mouchoirs jetables dans les salles ainsi que de savons et de gel hydro-alcoolique.

L'entretien des locaux est effectué quotidiennement par les Atsem dans certaines communes, ou par des agents techniques.

S'agissant de la distribution de masques et de gants, quelques communes craignent une pénurie. La commune d'Aubigny précise avoir dû conserver les masques et les gants pour les administrés qui travaillent chez les personnes âgées et pour les personnes ayant des pathologies à risques et qui se rendent à l'hôpital pour des soins par exemple. Lorient a également rencontré des difficultés de réapprovisionnement en déplorant vivement que tous les personnels d'accueil des enfants ne soient pas prioritaires dans l'accès aux masques.

La ville de Gruissan demande quant à elle aux agents de changer de tenue sur le lieu de travail et d'isoler les vêtements potentiellement contaminés jusqu'au lavage. Rognac a équipé le personnel de masques, de lunettes et de charlottes, de combinaisons en papier et de gels hydro-alcoolique.

Certaines communes ont enfin indiqué avoir instauré un protocole de fonctionnement spécifique (Lorient, Sélestat).

6. Incidences financières pour la collectivité

La majorité des communes n'est pas encore en mesure d'évaluer l'impact financier de l'épidémie de covid-19 sur l'organisation des activités péri et extrascolaires, ou sont en voie de l'être.

L'impact devrait cependant être significatif pour l'ensemble des communes, et ce d'autant plus pour celles qui ont décidé de pratiquer la gratuité d'une partie ou de l'ensemble des services proposés, par exemple à Arras, Meudon, Mouans-Sartoux ou Villenave d'Ornon.

Les communes sont en effet confrontées à une baisse très significative des participations familiales liées aux activités et au service de restauration scolaire alors qu'en parallèle des dépenses supplémentaires apparaissent (produits d'hygiène, matériels de protection des agents, recours aux heures complémentaires pour certains agents territoriaux ...), auxquelles peut s'ajouter le coût de la participation annuelle versée par la commune au délégataire en charge des accueils péri/extrascolaires, ce dernier n'étant pas, de surcroît, toujours en mesure de les assurer actuellement comme c'est le cas à Avermes et Rognac.

Pour les communes ayant pu établir une première estimation financière, qui doit être confirmée, celle-ci va de 1 000 euros mensuels pour la commune rurale de Saint-Augustin à 190 000 euros par mois pour Sélestat, en passant par 150 000 euros du côté de Bourg-la-Reine, 117 144 euros pour Mouans-Sartoux et 93 200 euros à Vanves. Ces évaluations tiennent généralement compte des probables pertes de financement de la CAF, pour les communes qui en perçoivent (A Vanves : 51 000 euros de pertes sur le temps périscolaire+ 42 000 euros de pertes côté CAF).

Une interrogation demeure, en effet, sur le soutien financier qui pourra éventuellement être accordé par la CAF, qui demande par ailleurs que les accueils soient en temps normal facturés en fonction des revenus des parents, sauf pour les Tap/Nap.

7. Commentaire général sur la gestion de la crise sanitaire dans les domaines de l'école et de la restauration :

Globalement, les communes soulignent la qualité des relations nouées progressivement entre les différents acteurs (État, collectivités, associations, parents) durant cette crise sanitaire, malgré des débuts parfois tendus.

Il ressort des réponses recueillies que les communes ont été amenées à :

- s'organiser en urgence dans des délais très restreints (annonce du confinement le vendredi 13 mars pour une mise en œuvre le lundi 16).
- Faire face en même temps, selon les territoires, à des difficultés de coordination avec les services de la Préfecture et de l'éducation nationale (consignes parfois contradictoires), en particulier sur la liste des professions prioritaires aux services d'accueil des enfants (notamment les pompiers, gendarmes et policiers non prévus initialement).
- Faire face aux inégalités sociales et éducatives auxquelles sont confrontés les élèves et qui se seront accentuées durant ces semaines de crise, impliquant de repenser à l'avenir les dispositifs d'accompagnement des enfants selon certaines communes. A titre d'exemple, la ville d'Arras mène actuellement une réflexion sur les ALSH des prochaines vacances d'été pour proposer aux enfants et à leur famille des modalités d'accueil différentes en vue de réduire les inégalités apparues lors du confinement : opération cahiers de vacances, mise en place d'ateliers sophrologie, gestion du stress... etc.
- Concilier à la fois l'accueil d'enfants sur des plages horaires parfois étendues et le devoir d'assurer la protection de tous les agents.

Au regard de ces observations, il sera nécessaire de repenser à l'avenir le dispositif de communication entre les différents acteurs en temps de crise, afin de faciliter l'intervention des communes et des intercommunalités.